

L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI À PARIS

La chute du nombre d'emplois

Novembre 2002



ATELIER PARISIEN D'URBANISME - 17, BD MORLAND - 75004 PARIS - TÉL: 0142712814 - FAX: 0142762405 - <http://www.apur.org>

L'ÉCONOMIE ET L'EMPLOI À PARIS

La chute du nombre d'emplois

Novembre 2002

Laurent Davezies
Professeur à l'Institut d'Urbanisme de Paris – Université de Paris XII
avec la collaboration de Michèle-Angélique Nicol – Apur

L'ŒIL Laboratoire d'Observation de l'Économie et des Institutions Locales
Institut d'Urbanisme de Paris
Université de Paris XII – 94010 Créteil Cedex

SOMMAIRE

	Page
I – UN CONSTAT PREOCCUPANT	4
A - Une perte d'emplois sans précédent	4
B - Que vaut la thèse du desserrement de l'activité parisienne ?.....	5
II - LES EVOLUTIONS PAR SECTEUR	6
A - L'érosion de l'emploi du secteur public à Paris.	6
B – Une bonne résistance de l'emploi non-salarié à Paris	7
C – L'évolution de l'emploi salarié privé à Paris.....	7
▪ Structure de l'emploi salarié privé en 1982 et son évolution jusqu'en 2000	8
▪ Les secteurs d'emploi privé sans locaux professionnels	9
III - EVOLUTIONS COMPAREES PARIS – ILE DE FRANCE – PROVINCE	10
IV - EVOLUTIONS SELON LA NATURE DES LOCAUX	13
V - LA TAILLE DECROISSANTE DES ETABLISSEMENTS PARISIENS	14
EN CONCLUSION PROSPECTIVE	17
ANNEXES	19

PREAMBULE

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une commande en trois volets engagée à l'occasion des travaux préparatoires au prochain plan local d'urbanisme de Paris.

Le premier tome de cette étude constituait un diagnostic de l'évolution de l'économie et de l'emploi à Paris, au cours des vingt dernières années. Ses conclusions montraient une érosion constante et importante de l'emploi et une montée du chômage et de la pauvreté dans la capitale.

Ce deuxième volet s'attache à déterminer les facteurs explicatifs de cette chute. Les critères d'analyse sont à la fois les secteurs d'activités concernés, leur plus ou moins grand dynamisme, comparativement aux territoires concurrents (Ile-de-France et province) et la nature des locaux occupés par ces activités.

I - UN CONSTAT PREOCCUPANT

A - UNE PERTE D'EMPLOIS SANS PRECEDENT

D'après les données des deux derniers recensements, Paris a perdu un très grand nombre d'emplois depuis 1982 et cela plus particulièrement depuis 1990. Entre 1982 et 1990, l'emploi s'accroît à Paris, mais beaucoup moins vite que dans le reste de l'Ile de France: +0,4% contre +12,6% dans le reste de l'Ile de France. La rupture aurait lieu entre 1990 et 1999: Paris perdrait au moins 160 000 emplois (au comptage exhaustif du recensement), et plus sûrement encore 215 000, d'après le sondage complémentaire au quart, (supposé être plus précis que le comptage exhaustif)... Le tableau 1 est tiré du rapport *L'économie et l'emploi à Paris* (Davezies, APUR, décembre 2001). Depuis, l'Insee a procédé à de nouveaux comptages de l'emploi (au lieu de travail) en corrigeant notamment les erreurs déclaratives sur les lieux d'emploi des sondés. Le nouveau solde 1990-99 qui ressort de ces nouvelles données est encore plus inquiétant: ce ne sont donc pas 160 000 emplois qui auraient été perdus en neuf ans mais 215 000...

On voit donc que règne une grande incertitude sur le nombre effectif d'emplois à Paris en 1999 et donc sur l'évolution réelle qui a été enregistrée entre 1990 et 1999. Si ces derniers chiffres devaient se confirmer, Paris apparaîtrait, et de très loin, comme le département de France le plus pénalisé, en nombre absolu comme en pourcentage, par les pertes nettes d'emplois... Selon ces données du comptage complémentaire, le relatif rééquilibrage en faveur des arrondissements parisiens de l'est et du nord qui apparaissait avec les données du comptage principal se maintient en partie mais sort singulièrement réduit (tableau 4)...

L'évolution constatée est donc très violente. Les 12% de réduction de l'emploi parisien n'ont pas d'équivalent ailleurs en France. Paris apparaît comme un territoire particulièrement pénalisé, que ce soit en nombre de destructions nettes d'emplois -la deuxième zone d'emploi française la plus affectée après Paris, celle de Vitry, ne perd "que" 11 000 emplois, la troisième, Cherbourg, "que" 4 000-, ou que ce soit en termes relatifs - il n'y a que la zone d'emploi de Ghisonaccia-Aléria qui fasse moins bien, avec 17% de réduction de l'emploi... Vierzon enregistrant aussi -12%...

Si l'on analyse la période 1982-1999, en intégrant donc plus largement les phases de forte restructuration de l'appareil productif français, les données sont encore plus inquiétantes (tableau 5): Paris se classe dans les zones d'emploi françaises les plus pénalisées, aux côtés de celles de Thionville, du bassin houiller lorrain, de Longwy ou de Marseille... On connaissait la crise de ces différentes zones, et d'autres encore, qui ont fait l'objet des soins de la politique régionale française, mais on évoque moins souvent celle de Paris. Une des raisons du peu de vagues que soulève ce qui pourrait apparaître comme une véritable crise de restructuration tient au fait que Paris n'est qu'un morceau de l'agglomération parisienne, et qu'à l'évidence, ce qui est perdu ici ne le serait pas pour les autres secteurs géographiques de l'Ile de France...

B - QUE VAUT LA THESE DU DESSERREMENT DE L'ACTIVITE PARISIENNE?

On entend dire qu'il n'y a là qu'une affaire de redistribution de l'activité sur le territoire parisien, et que globalement ce qui constitue une sorte de "Grand Paris" aurait continué à se développer de façon normale. En gros, "changez le périmètre, élargissez-le et vous aurez éliminé le "problème"...". Il n'en est pourtant rien, comme le montre le tableau 6. Quand Paris perd 215 000 emplois entre 1990 et 1999, la petite Couronne (92, 93 et 94) n'en gagne que 20 000.

Il est difficile de ramener cette évolution à un simple effet de "vases communicants" ou d'un simple étalement du développement sur un périmètre plus large. Sur la centaine de zones d'emplois françaises (qui sont au nombre de 348) qui perdent de l'emploi, les cinq zones d'emplois franciliennes qui enregistrent une réduction nette de leur emploi (Paris, Vitry, Orly, Les Mureaux, Fontainebleau) totalisent les trois quarts de ces pertes... Les grands gagnants sont certes les quatre départements de la deuxième couronne, qui gagnent chacun entre 25 et 50 000 emplois et enregistrent ensemble un solde net de + 161 000 emplois, mais au total, tout cela donne une région Ile de France dont les performances de création nette d'emploi sont médiocres et même négatives: -34 000 emplois dans la région quand la Province en a gagné 764 000...

Les parties les plus concentrées de l'agglomération parisienne semblent ainsi enregistrer un fort ralentissement économique au profit des zones de deuxième couronne et de Province. Est-ce pour autant là le signe d'un déclin structurel de l'économie parisienne - du reste tant attendu par les tenants de "l'équilibre territorial" et les dénonciateurs du "déménagement du territoire"?- .

L'analyse présentée ici vise à fournir des éléments de réponse à cette question, (i) par une étude rétrospective -1982-1999- détaillée de l'évolution des différents secteurs d'activité privés parisiens, (ii) par la mise en lumière des caractéristiques des secteurs qui aujourd'hui fuient Paris ou au contraire s'y développent et (iii) par une réflexion prospective sur les l'évolution des fonctions productives de la ville capitale.

II - LES EVOLUTIONS PAR SECTEUR

Pour comprendre l'évolution actuelle des activités parisiennes et tenter d'anticiper leurs développements ultérieurs, il est utile de suivre ce qu'a été l'évolution des différents secteurs d'activités dans les deux dernières décennies. Une telle analyse se heurte à plusieurs difficultés de nature statistique: (i) les données d'emploi de 1999, c'est-à-dire au lieu de travail, ne sont pas encore complètes -quand elles ne posent pas de redoutables problèmes d'interprétation du fait des importants changements de nature juridique qu'ont connu nombre de ces activités durant la dernière décennie (notamment pour "l'emploi public", du fait des mouvements de privatisation partielle ou complète de nombreuses grandes entreprises); (ii) d'autre part, la nomenclature des activités a été modifiée depuis 1993, substituant la NAF à la NAP et rendant impossible un suivi sectoriel sur l'ensemble de la période. (ii i) Enfin, le champ des fichiers a lui aussi évolué, par exemple pour l'Unedic, qui n'a compté les salariés du secteur immobilier dans ses statistiques des emplois salariés qu'à partir de 1993 (de l'ordre de 60 000 emplois pour la seule Ile de France...).

En dépit de ces difficultés, et tout en gardant à l'esprit les limites d'un exercice fondé sur des données statistiques parfois discutables, il est possible d'esquisser ce qu'ont été les grandes tendances des secteurs d'activités parisiens.

Il convient d'abord de distinguer les activités publiques et privées, salariées et non salariées.

A - L'EROSION DE L'EMPLOI DU SECTEUR PUBLIC A PARIS.

Il est difficile d'isoler l'emploi public et d'en mesurer la quantité et l'évolution sur un territoire. Il n'existe en effet pas, et pas plus dans les autres pays industriels qu'en France, un concept statistique établi d'emploi public. Cette mesure est rendue plus difficile encore par le fait que la frontière entre public et privé est de plus en plus floue et erratique: tel établissement comptabilisé comme public à une date a pu changer de statut juridique et apparaître privé à une autre (alors que, fondamentalement, son économie -ses orientations, ses modes de financement,...- reste largement de nature publique). Ainsi, tel hôpital catholique classé comme public en 1990 apparaîtra privé en 1999, avec la mention "PSPH" (Participant au Service Public Hospitalier)...

Afin de limiter les risques d'erreurs, on ne s'est livré qu'à une comparaison 1990-1999 des emplois salariés "non privés" de 1999 (c'est-à-dire en opérant une soustraction entre les "emplois salariés totaux" de l'Insee et les "emplois salariés privés" qu'elle fournit¹) avec les "employés du secteur public" 1990 (EE90SPU).

Le tableau 7 rend compte de cet exercice délicat. Même s'il comporte des risques et des biais, on peut penser qu'ils ont de fortes chances d'être équi-répartis entre les différents "paquets" de territoires traités et que ce calcul rend compte de façon convenable des dynamiques respectives de l'emploi public à Paris, en Ile de France et en Province.

¹ Le fait que les dernières données diffusées par l'Insee (CD Rom "Références 2") ne comportent pas l'emploi public (pourtant présent dans les données "Profils") mais seulement l'emploi salarié total et l'emploi salarié privé constitue une sorte de mise en garde implicite sur les risques qu'il y a à traiter de l'emploi public...

On peut donc penser qu'une bonne moitié des pertes d'emplois 1990-1999 à Paris sont imputables au secteur public qui aurait perdu de l'ordre de 106 000 emplois. Paris apparaît ainsi comme l'espace qui a été le plus pénalisé par ces pertes d'emplois publics: -19% contre -6% dans le reste de l'Ile de France et -3% en Province.

Pourtant, il convient d'interpréter ces données avec prudence. En effet, les données d'estimations annuelles de l'emploi départemental de l'Insee, par ailleurs, ne rendent pas compte d'une diminution entre 1989 et 1999 de l'essentiel de l'emploi public (éducation + santé-action sociale + administration publique), qui aurait, au contraire, augmenté à Paris (+ 4 500 emplois), encore plus dans le reste de l'Ile de France (+ 168 000) et en Province (+ 812 000)²... Il est aujourd'hui impossible de démêler cet écheveau complexe qu'est l'évolution de l'emploi public à Paris, à la lumière de ces données difficilement conciliables, à moins de considérer que l'essentiel de la décrue de l'emploi public entre 1990 et 1999 aurait tenu à la transformation juridique, privatisation aidant, d'emplois publics de 1990 en emplois privés de 1999... Si tel était le cas, du reste, cela signifierait que le plus gros des 105 000 emplois publics perdus seraient devenus des emplois privés et donc que la décrue de 215 000 emplois à Paris dans la période serait finalement essentiellement imputable au secteur privé...

B – UNE BONNE RESISTANCE DE L'EMPLOI NON-SALARIE A PARIS

Les données disponibles sur la période 1990-1999 rendent certes compte (tableau 8) d'une réduction de l'emploi non salarié à Paris, mais qui reste finalement modeste en comparaison de ce que l'on observe en Province (du fait notamment de la forte réduction du nombre des agriculteurs). Paris perdrait de l'ordre de 8 000 emplois non salariés, soit une réduction de l'ordre de 5% de leur nombre alors qu'il se réduit de 6% dans le reste de l'Ile de France et de 18% en Province... Il ne faut donc pas chercher de ce côté-là une explication de l'hémorragie d'emplois que connaît Paris dans le même temps.

C - L'EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIE PRIVE A PARIS

Du fait des difficultés évoquées plus haut quant à la délimitation précise du champ de l'emploi salarié public et de celui du privé dans les données du recensement, on a préféré pour cette partie de l'analyse -la plus importante et celle qui recèle le plus d'enjeux pour l'avenir économique de la capitale- se fonder sur les données de l'Unedic. Ces données ont l'avantage d'être disponibles selon une nomenclature très fine d'activités (700 secteurs). Du fait (i) du changement de nomenclature en 1993 et (ii) de l'extension du champ de l'Unedic à cette dernière date, il n'est pas possible de mener des analyses sectorielles sur la période 1982-2000. On a donc du procéder en deux temps, d'abord 1982-1990, puis 1990-2000.

Sur la première période, 1982-1990, Paris perd 88 000 emplois salariés privés, soit -6%, alors que le reste de l'Ile de France augmente de 14% et la province de 3%. L'emploi national se concentre en Ile de France mais se réduit en son centre. Entre 1990 et 1993, Paris perd 35 000 emplois salariés privés (alors que la France entière en perd 420 000). Sur la deuxième période, 1993-2000, Paris regagne de l'emploi salarié privé, 57 000, soit +5%, mais beaucoup moins que le reste de l'Ile de France (343 000, 15%) et la Province (1,7 millions, 18%).

² Voir les données dans le tableau 10 dans le rapport *Tome 1 - Le développement local à Paris* (Davezies, 2001).

On voit à ces chiffres qu'il est difficile de "raboutier" les données du recensement avec celles de l'Unedic. En effet, entre 1990 et 1999, le nombre d'emplois salariés privés de Paris a été réduit de 100 000 selon l'Insee alors

- (i) qu'il ne recule que d'une soixantaine de milliers selon l'Unedic (-35 000 de 1990 à 1993, sachant que le chiffre de 1993 doit être réduit d'une trentaine de milliers liés à l'emploi dans le secteur immobilier, non comptabilisé en 1990 et introduit en 1993, soit dont de l'ordre de - 65 000,
- (ii) puis enregistre une croissance de 850 emplois salariés privés entre 1996 et 1999
- (iii) ...et enfin, pour mémoire, de + 55 000 entre 1999 et 2000 (ce qui invite à relativiser le catastrophisme de la seule évolution 1990-1999 de l'emploi Insee)

Ces différences importantes et qui affectent évidemment les analyses qui peuvent être développées tiennent probablement à l'existence de nombreux emplois salariés privés hors Unedic (par exemple la SnCF) mais pour lesquels on ne dispose d'aucune donnée détaillée (et dont on peut craindre que l'on ne dispose jamais, parce que quand l'Insee sortira enfin des données sectorielles détaillées d'emploi de 1999, ce sera selon la nouvelle nomenclature Naf pour laquelle il n'existe pas de table de passage avec la Nap pour des comparaisons 1990-1999). Nous sommes donc voués au flou sinon à la poésie pour une analyse sérieuse et exhaustive de l'évolution de l'activité parisienne (ou de n'importe quel territoire français...).

C'est avec ces limites présentes à l'esprit que l'on peut se livrer à une analyse de l'évolution -en deux périodes- des secteurs documentés grâce aux données Unedic.

▪ **Structure de l'emploi salarié privé en 1982 et son évolution jusqu'en 2000**

Comme le montre le graphe 1, l'activité parisienne en 1982 se caractérise par le fait que les principaux secteurs de spécialisation, par rapport au reste de la France, y sont en même temps les plus gros employeurs; les secteurs des assurances, les organismes financiers, l'imprimerie/édition, les services aux entreprises, le commerce de gros non alimentaire, les services marchands rendus aux particuliers, le commerce de détail alimentaire ainsi que le secteur hôtel-café-restaurant.

Ce sont ces mêmes secteurs qui ont pour l'essentiel enregistré une forte baisse à Paris entre 1982 et 1990: (graphe 2). Tous les secteurs parisiens, spécialisés ou pas à Paris, enregistrent une forte baisse, à l'exception des trois secteurs "services aux entreprises", location et crédit bail immobilier" et "hotels-café-restaurants". (tableau 9 et 10)

Ces mêmes secteurs n'enregistrent pas le même déclin dans le reste de l'Île de France et en Province, au contraire (graphe Annexe 1): L'assurance, le plus gros secteur de spécialisation de l'emploi parisien en 1982 a perdu plus de 20% de son emploi en 1990 alors que la Province en gagne 20% et le reste de l'Île de France plus de 40%... Idem pour les organismes financiers et l'imprimerie-presse-édition, et la plupart des autres secteurs. Seuls les trois secteurs évoqués plus haut échappent au déclin à Paris, mais ils y augmentent nettement moins vite que la Province et surtout le reste de l'Île de France.

▪ Les secteurs d'emploi privé sans locaux professionnels

La période 1993-2000 ne fait que confirmer et approfondir ces tendances: la croissance de l'emploi salarié privé dans la période (+57 000) est pour l'essentiel imputable aux grands secteurs de spécialisation parisiens (ceux dont le coefficient de localisation est supérieur à 100 et qui progressent globalement de 90 000 emplois), mais parmi eux 60 000 créations nettes d'emplois sont le fait de quatre secteurs peu qualifiés et dont le rattachement au territoire parisien est largement virtuel (tableau 11): travail temporaire, enquêtes et sécurité, location de logements et activités de nettoyage. Il s'agit de secteurs rattachés en termes de commandement, statistiquement et fiscalement à une adresse parisienne, mais qui sont mobiles sur le territoire parisien ou francilien (voire dans le reste du monde).

Compte non tenu de ces quatre secteurs, l'emploi salarié privé parisien n'a pas augmenté dans la période. Les autres secteurs de non spécialisation parisiens (coefficient de localisation inférieur à 100) et qui ne pèsent certes pas lourd dans son emploi, enregistrent une perte de 33 000 emplois (-11%).

De façon générale, on a tendance à rapporter globalement l'offre immobilière de bureaux aux emplois de services des villes. Pourtant, comme on l'a vu, une part importante de ces emplois de services ne correspondent pas à une activité dans les locaux où ils sont repérés administrativement, fiscalement et statistiquement. On a vu que les quatre principaux secteurs "hors locaux" de Paris expliquaient à eux seuls le solde positif de création nette d'emplois salariés entre 1993 et 2000. Il est délicat et toujours conventionnel de ranger à priori des activités dans la catégorie "hors locaux" ou "in locaux" sans disposer d'études précises permettant d'évaluer le degré de présence des salariés dans les locaux, mais on peut, en première analyse dresser une liste des secteurs "hors locaux" parisiens (tableau 11 bis). On voit que pour l'essentiel, il s'agit des secteurs indiqués dans le tableau 11. Mais s'y ajoutent une trentaine de petits secteurs dont l'évolution est très contrastée; très positive pour les transports routiers de marchandise de proximité, la formation permanente des adultes ou les activités de traiteurs/réception, ou très négatives dans les activités privées d'enseignement ou de secrétariat-traduction. Il serait nécessaire, pour mieux confronter l'offre immobilière à la demande des secteurs d'activités de mener des enquêtes plus précises sur l'usage effectif de bureaux par les différentes activités de services. Les données présentées ici suggèrent cependant que la croissance nette de l'emploi salarié privé à Paris entre 1993 et 2000 s'est faite pour l'essentiel dans des secteurs qui n'ont pas besoin de locaux...

III - EVOLUTIONS COMPAREES PARIS – ILE DE FRANCE - PROVINCE

Outre les trois secteurs qui se développent à Paris, on peut regrouper les autres selon quatre familles -intersectées et on le verra, hétéroclites- de secteurs dont le comportement entre 1982 et 1990 influe négativement sur l'emploi à Paris et vérifier que la période 1993-2000 confirme ces tendances.

- (i) ceux qui **déclinent partout**, à Paris, dans le reste de l'Ile de France et en Province (tableau Annexe 1): ce sont pour l'essentiel des secteurs de fabrication ainsi que le commerce de gros alimentaire. Ils représentent une perte de 53 000 emplois à Paris entre 1982 et 1990. Il s'agit de secteurs disparaissant sans espoir sérieux de retour; La période 1993-2000 ajoute à ces secteurs 144 autres (en naf 700), qui perdent 360 000 en France et 72 000 à Paris dont près de la moitié dans les quartiers centraux (A). Les plus importants, en termes de pertes, sont ceux de la Banque et de la distribution de crédit, qui, dans le cadre de restructurations importantes perdent de l'emploi à Paris et en Province (respectivement - 22 000 et - 14 000 emplois), mais qui en gagnent dans le reste de l'Ile de France (+6 000) (tableau annexe 2). Les travaux de fabrication (surtout la fabrication de vêtements, avec une perte de l'ordre de 8000 emplois, mais aussi la maçonnerie ou la bijouterie fantaisie (et non la joaillerie qui progresse comme on le verra plus bas), la fabrication de brosses, de papier et cartons...etc).
- (ii) Ceux qui **déclinent en Ile de France et se développent en Province** (tableau Annexe 3): Ils ne sont que quatre, industrie du lait et de la viande, du caoutchouc/matières plastiques et de la parachimie/pharmacie. On y trouve aussi le secteur des assurances qui semblent se développer nettement mieux en Province. Ces quatre secteurs enregistrent globalement une réduction de 22 000 emplois à Paris entre 1982 et 1990; La période 1993-2000 (tableau Annexe 4) confirme la tendance pour les assurances, qui déclinent à Paris mais plus encore dans le reste de l'Ile de France au profit de la Province. 173 secteurs perdent ainsi 75 000 emplois à Paris entre 1993 et 2000, 14 000 en Ile de France et en gagnent 370 000 en Province. Globalement, il s'agit d'activités banales, traditionnellement implantées dans la capitale mais qui n'y ont plus -ou moins- leur place aujourd'hui: fabrication encore (médicaments, textiles, équipements automobiles, peinture, imprimerie,...etc).
- (iii) Ceux qui **déclinent en Province et se développent en Ile de France** (tableau Annexe 5): Deux secteurs sur 40 augmentent en Ile de France et déclinent en province entre 1982 et 1990: les organismes financiers et le BTP,... mais qui déclinent à Paris avec - 22 000 emplois; entre 1993 et 2000, les 63 secteurs qui déclinent en Province et progressent en Ile de France, apportent 12 000 nouveaux emplois à Paris (et 26 000 au reste de l'Ile de France). Il s'agit de secteurs assez éparés: celui qui progresse le plus à Paris est celui de la location de logement, suivi des activités de radio et d'administration publique générale, des magasins populaires, de la joaillerie, de la vente à domicile ou du commerce de détail de maroquinerie... En bref, il ne s'agit pas de secteurs correspondant à ce que l'on attendrait d'une "ville globale" ou d'une métropole de commandement économique...
- (iv) Ceux qui **déclinent à Paris et croissent en Ile de France** (tableau Annexe 7): il s'agit, entre 1982 et 1990, d'une dizaine de secteurs dans lesquels le reste de l'Ile de France gagne 113 000 emplois quand Paris en perd 88 000: il s'agit du

commerce de gros non alimentaire, des services marchands rendus aux particuliers, du BTP, de l'imprimerie-presse-édition...etc. Entre 1993 et 2000, la banque, les services annexes à la production, l'édition, les activités comptables, le commerce ou la fabrication de vêtements sur mesure font le gros des secteurs parisiens perdant de l'emploi là où le reste de l'Ile de France en gagne. Là encore, le spectre sectoriel est large, et rend difficile un exercice de synthèse dégagant des tendances lourdes explicables par des caractéristiques fonctionnelles de l'économie parisienne.

En bref, c'est pratiquement dans tous les secteurs que l'économie parisienne enregistre un déclin relatif et moins souvent absolu. Comme le montre le graphe 3, ce ne sont que quelques-uns des 700 secteurs qui ont enregistré une croissance remarquable à Paris, par rapport au reste de l'Ile de France et à la Province. Les quelques grands secteurs dans lesquels Paris "fait mieux" que le reste de l'Ile de France sont finalement partagés en trois grandes familles:

- (iv) Les activités professionnelles à haute valeur ajoutée, notamment réalisation de logiciels (+206% à Paris contre +179% dans le reste de l'Ile de France), le conseil pour les affaires et la gestion (+54% contre +45%), études de marché et sondages (+35% contre +11%);
- (v) Les activités "back-office" et principalement enquêtes et sécurité (+107% contre +89%), messagerie-fret express (+37% contre +12%);
- (vi) Les activités traditionnelles comme la restauration traditionnelle (+26% contre +19%), le commerce de détail en magasin spécialisé (+92% contre +91%), les traiteurs et organisateurs de réceptions (+121% contre +29%), les hôtels avec restaurant (+13% contre +3%)...etc

Il faut noter qu'une partie importante de ces secteurs, comme on l'a signalé plus haut, se développent plus rapidement à Paris qu'en banlieue du fait de la position centrale de la capitale et sans pour autant que leur emploi y soit localisé dans des locaux professionnels: c'est le cas du travail temporaire, des emplois d'enquêtes et sécurité, de transport, messagerie, traiteur, et aussi, et aussi pour une part de leur activité, des bureaux de conseil...etc.

Tableau 15 : Evolution 1993-2000 de l'emploi salarié dans les principaux secteurs de spécialisation parisienne "in locaux", (Naf 700 coef. de loc. supérieur à 100)

secteur	Paris	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
72.1Z Conseil en systèmes informatiques	20 400	7 809	668	3 536	6 302	2 085
72.2Z Réalisation de logiciels	15 211	5 809	1 360	2 670	3 202	2 170
74.1G Conseil pour les affaires et la gestion	13 828	9 062	95	57	3 603	1 011
70.2A Location de logements	6 676	1 234	1 029	530	2 264	1 619
64.2B Autres activités de télécommunications	5 737	2 771	454	1 913	-227	826
67.1C Gestion de portefeuilles	4 144	3 169	-6	10	1 062	-91
74.1J Administration d'entreprises	3 307	835	438	-851	4 128	-1 243
74.1C Activités comptables	-2 965	-1 349	-559	-84	-1 005	32
80.4D Autres enseignements	-3 070	-992	-542	101	-1 338	-299
18.2D Fabrication de vêtements de dessus pour hommes et	-5 463	-1 487	-942	-186	-71	-2 777
65.2C Distribution de crédit	-6 388	-4 031	-245	-92	-1 772	-248
70.3C Administration d'immubles résidentiels	-7 569	-2 455	-1 233	-352	-2 514	-1 015
74.8K Services annexes à la production	-9 514	-4 522	124	-2 275	-1 065	-1 776
65.1C Banques	-15 957	-14 326	-971	1 239	-919	-980
Total "In locaux"	-497	-16 020	-5 836	7 115	21 088	-6 844

Note: La catégorie « In locaux » comprend les secteurs dont les salariés travaillent généralement au lieu de domiciliation de leur

Source: Unedic - Naf 700

IV - EVOLUTIONS SELON LA NATURE DES LOCAUX

Le graphe 4 reprend les principaux secteurs d'emploi parisien en 1993 et leur évolution 1993-2000 en les regroupant par catégorie de rapport au territoire, "in-locaux" ou "hors locaux".

On voit dans le graphe 4 que les secteurs qui ont le plus contribué au développement de l'emploi parisien se partagent en trois catégories: (i) "hors locaux", avec le travail temporaire, enquêtes et sécurité, location de logements et activités de nettoyage dont on a vu plus haut (tableau 11) qu'ils représentaient à eux seuls 60 000 emplois nouveaux, soit l'équivalent du solde net total des emplois salariés privés sur la période 1993-2000 ; (ii) commerce, qui entretient un rapport particulier à l'immobilier du fait d'une implantation en pas de porte, et dans lequel on trouve la restauration traditionnelle et ses plus de 10 000 emplois créés, et (iii) le secteur "in locaux", essentiellement de services implantés dans les bureaux, qui enregistrent un solde positif très net dans les seuls trois secteurs du conseil informatique (dont on peut se demander si une partie de son activité ne se déroule pas chez le client, donc hors locaux), la réalisation de logiciel et le conseil pour les affaires et la gestion. On retrouve aussi dans cette catégorie "in locaux" des secteurs majeurs de perte d'emploi, avec la banque, l'administration d'immeubles et les services annexes à la production.

Le tableau 12 reprend et généralise cette approche de l'évolution de l'emploi en fonction de ses rapports à l'immobilier d'activité. On voit que l'ensemble des secteurs du "commerce", qui incluent toutes les activités ayant des locaux d'activité ouverts aux consommateurs, ont augmenté de 14 000 emplois entre 1993 et 2000, que les activités "hors locaux" ont augmenté de 43 500 emplois, alors que les activités nécessitant des locaux professionnels ont décliné de 500 emplois.... On voit que les grands gagnants à ce jeu ont été les arrondissements périphériques (quartiers C: XII et XIII et surtout D: XIV, XV, XVI, XVII et XVIIIèmes). L'emploi "in locaux", celui qui s'exerce dans un immobilier d'entreprise professionnel, s'y est développé alors que les arrondissements centraux (quartiers A, I, II, VIII, IXèmes et dans une moindre mesure B, III, IV, V, VI et VIIèmes) enregistrent à la fois une forte réduction de leur emploi "in locaux" et une augmentation en quelque sorte nominale de leurs emplois "hors locaux": les +15 000 emplois hors locaux du quartier A ne correspondent à l'évidence qu'à quelques bureaux de gestion de personnels qui n'y travaillent pas. Les activités "commerce" se sont développées dans tous les quartiers, sauf dans le C (XII et XIIIème). Les arrondissements des deux quartiers centraux (du 1er au IXème) trouvent là les seuls secteurs d'emplois immobiliers qui y augmentent (le reste étant soit "in locaux" en chute libre, soit "hors locaux" en forte hausse...) Les tableaux 13, 14 et 15 détaillent les principaux secteurs concernés par ces trois familles d'activité.

L'ensemble de ces traitements suggère donc qu'il y aurait un lien direct entre l'évolution des secteurs d'activité à Paris et leur statut d'occupation immobilier.

V – LA TAILLE DECROISSANTE DES ETABLISSEMENTS PARISIENS

Un traitement systématique des établissements employant des salariés privés montre qu'en moyenne, et sur l'ensemble des secteurs, la taille moyenne des établissements parisiens a tendu à décroître quand elle augmentait en Province et dans le reste de l'Île de France (tableau 16). On pourrait penser qu'il n'y a là qu'effet de structure sectorielle... ce qui ne se vérifie pas dans des analyses plus détaillées:

Alors que les établissements parisiens avaient une taille moyenne de 10,3 salariés en 1993, ils passent à 9,3 en 2000... Dans le reste de l'Île de France, ils passent de 12 à 13,1, en Province de 11,3 à 11,6.

On observe le même phénomène, et plus marqué encore, pour les seuls établissements "in locaux" c'est-à-dire pour l'ensemble des activités privées nettes du "commerce" et du "hors locaux". La taille moyenne des établissements passe de 9,8 à 8,6 salariés, à Paris, entre 1993 et 2000 alors qu'elle passe de 13,7 à 14,7 dans le reste de l'Île de France.

Ces données suggèrent l'hypothèse, pour les secteurs "in locaux", qu'il y aurait un lien étroit, une corrélation, entre le fait que les établissements parisiens et leur emploi se réduisent et leur capacité à augmenter la taille moyenne de leurs établissements dans Paris intra-muros.

On s'est donc livré à une analyse systématique, secteur par secteur, (i) des principaux d'entre eux qui déclinent à Paris et se développent dans le reste de l'Île de France et (ii) de ceux qui se développent le plus aujourd'hui à Paris.

Il s'agit des onze gros secteurs "in locaux" qui pèsent le plus lourd dans l'évolution récente -à la baisse ou à la hausse- de l'emploi parisien. De façon générale, on observe, et avec peu d'exceptions, que ceux d'entre eux qui enregistrent le plus fort déclin à Paris sont ceux qui (i) enregistrent une baisse de la taille de leurs établissements à Paris en même temps (ii) qu'une augmentation de cette taille moyenne dans le reste de l'Île de France. De plus, on observe systématiquement, à l'inverse, que ceux qui ont pu augmenter leur taille moyenne dans Paris sont ceux qui ont enregistré un gain net d'emploi. On peut trouver là une explication du frein au développement des activités "in locaux" (dont a vu que l'évolution de l'emploi était masquée par les performances globales de création nette d'emploi tirées par les secteurs "hors locaux" et "commerce").

De façon plus détaillée, on peut analyser sous cet angle chacun des onze secteurs étudiés (on trouvera les tableaux détaillés, par quartier, en annexe 9 à 20).

La banque: (-16 000 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 6000 dans le reste de l'Île de France). Le secteur des banques enregistre une forte mutation, en France et plus encore à Paris. L'explosion du nombre d'établissements et l'effondrement de l'emploi se traduisent à Paris par une réduction mécanique de la taille des établissements. Le reste de l'Île de France est gagnante à ce jeu auquel perd le quartier des affaires parisien (quartier A). Les effets de variation démographique sont difficiles à distinguer des effets de réorganisation en Île de France.

Les services annexes à la production: (-9 500 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 1 281 dans le reste de l'Île de France). Le nombre d'emplois parisiens s'effondre et le nombre et la taille moyenne de ses établissements diminue alors que la taille moyenne

du secteur augmente dans le reste de l'Île de France. Tous les quartiers sont pénalisés sauf celui des arrondissements centraux...

Distribution de crédit: (-6 388 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 114 dans le reste de l'Île de France). Avec une perte d'établissements comparable à Paris à celle du reste de l'Île de France, Paris enregistre une forte perte d'emplois alors que ceux du reste de l'Île de France progressent: Fort effet de concentration et d'augmentation de la taille moyenne des établissements en banlieue, faible concentration et forte perte d'emplois à Paris (surtout dans les arrondissements I, II, VII et IX).

Activités comptables: (-2 965 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 4 597 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre à la fois une perte de ses établissements, de son emploi et une diminution de la taille moyenne des établissements du secteur (dans tous les quartiers), à l'inverse de la banlieue qui augmente plus encore son emploi que ses établissements, d'où une augmentation de la taille moyenne de ses établissements...

Éditions de revues et périodiques: (-2 029 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 1 665 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre à la fois une perte de ses établissements, de son emploi et une stagnation de la taille moyenne des établissements du secteur (dans tous les quartiers), à l'inverse de la banlieue qui augmente plus encore son emploi que ses établissements, d'où une augmentation de la taille moyenne de ses établissements... Seul le quartier D (XIV, XV et XVI) augmente son emploi tout en augmentant la taille de ses établissements...

Commerce de gros de fournitures et équipements industriels: (-1 894 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 4 393 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre à la fois une perte de ses établissements, de son emploi et une réduction de la taille moyenne des établissements du secteur, à l'inverse de la banlieue qui augmente son emploi et ses établissements -plus grands que ceux de Paris-, ... Seul le quartier C (XII et XIII) limite les dégâts en termes d'emplois et d'établissements en permettant une augmentation de la taille de ses établissements...

Auxiliaires financiers: (-1 440 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 1 864 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre à la fois une perte de ses établissements, de son emploi et une réduction de la taille moyenne des établissements du secteur, à l'inverse de la banlieue qui augmente son emploi, ses établissements et leur taille ... Seul le quartier B (III, IV, V, VI, VII) semble avoir la capacité d'accueillir un développement de cette activité qui y gagne des emplois, et de nouveaux établissements dont la taille moyenne fait plus que doubler...

Organisation des transports internationaux: (-1 126 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 4 937 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre à la fois une perte de ses établissements, de son emploi et une réduction de la taille moyenne des établissements du secteur, à l'inverse de la banlieue qui augmente son emploi, ses établissements et leur taille ... Seul le quartier B (III, IV, V, VI, VII) semble avoir la capacité d'accueillir un développement de cette activité qui y gagne des emplois, et de nouveaux établissements dont la taille moyenne fait plus que doubler...

Contrairement à ces derniers secteurs, les trois secteurs suivants augmentent à la fois l'emploi et la taille moyenne de leurs établissements:

Conseil en systèmes informatiques: (+ 20 400 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 31 266 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre des **performances comparables à celles de la banlieue** dans un secteur très dynamique et qui semble trouver dans Paris des possibilités d'extension: la croissance s'accompagne d'une forte augmentation de la taille des établissements. Les modestes exigences immobilières du secteur lui permettent de se développer dans tous les quartiers. Mais il est probable qu'une grande part de l'activité se fait hors des locaux de l'établissement, chez les clients...

Réalisation de logiciels: (+ 15 211 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 29 772 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre de **meilleures performances que celles de la banlieue** dans un secteur très dynamique et qui semble trouver dans Paris des possibilités d'extension: la croissance s'accompagne d'une forte augmentation de la taille des établissements. Les modestes exigences immobilières du secteur lui permettent, là encore, de se développer dans tous les quartiers. La performance remarquable de Paris met l'accent sur les avantages de localisation dans la ville qui compensent les faiblesses d'accueil immobilier.

Conseils pour les affaires et la gestion: (+ 13 828 emplois à Paris entre 1993 et 2000, + 11 361 dans le reste de l'Île de France). Paris enregistre de **meilleures performances que celles de la banlieue** dans un secteur très dynamique et qui semble trouver dans Paris des possibilités d'extension: la croissance s'accompagne d'une augmentation de la taille des établissements... La plupart des quartiers bénéficient de cette croissance de l'activité (sauf le quartier central IV, V, VI et VII). Là encore on peut penser que le facteur localisation centrale (accès optimal aux gares et aéroports) pour des activités à large couverture géographique et à faible présence quotidienne dans les bureaux compense les limites du marché immobilier parisien...

EN CONCLUSION PROSPECTIVE....

L'analyse présentée plus haut suggère plusieurs évolutions fortes qui pèsent et pèseront encore à l'avenir sur l'évolution de l'emploi parisien.

Paris, en effet, subit en même temps:

- (i) un ajustement structurel qui affecte l'ensemble de l'Ile de France. En effet on observe que la forte réduction d'emplois à Paris n'est pas le simple fait d'un transfert d'activités vers la banlieue: au contraire, c'est l'ensemble de l'Ile de France dont les performances de création nette d'emplois salariés privés sont aujourd'hui médiocres, et même négatives entre 1993 et 2000 alors que la Province augmente fortement son emploi salarié privé. La croissance exceptionnelle de la fin des années 90 a bénéficié à l'emploi provincial et beaucoup moins à celui de l'Ile de France. On en voit du reste la conséquence dans le fait qu'alors que la pauvreté (mesurée par la CNAF comme étant la population dont le revenu par UC est inférieur au demi revenu médian) a reculé dans pratiquement toutes les zones d'emploi de Province (à l'exception de certaines du Nord et de Picardie), elle a progressé entre 1996 et 2000 dans huit zones d'emploi franciliennes (et pas à Paris). Une telle évolution suggère que l'Ile de France procéderait actuellement à un ajustement accéléré, opérant de fortes destructions nettes d'emplois peu qualifiés ouvriers et même employés (Insee), se sanctionnant à la fois par de forts gains de productivité et par une faible dynamique de création d'emploi. Un exemple de secteur emblématique de cette évolution est celui de la banque, dans lequel les pertes franciliennes -et plus encore parisiennes- sont bien plus importantes que celles opérées en Province. De façon générale, la Province dont une part plus importante de l'activité est protégée de la concurrence internationale (Davezies, 2001)³ semble connaître un meilleur développement économique, ou du moins de son emploi. On peut se demander au contraire si l'évolution actuelle de l'Ile de France ne préfigure pas une polarisation croissante des activités "mondialisées" françaises dans la région capitale.
- (ii) Cet ajustement frappe plus encore la ville de Paris que la banlieue, du fait de la sur-présence historique dans la ville des secteurs qui sont aujourd'hui l'objet de l'ajustement en cours. Le secteur bancaire, là encore est un bon exemple de cette situation de sur-pénalisation en emploi parce qu'un secteur y est sur-représenté. Mais c'est vrai aussi des activités traditionnellement présentes à Paris, notamment dans le domaine de la fabrication (imprimerie, vêtements, artisanats, bijouterie fantaisie...etc). les seuls secteurs traditionnels parisiens se comportant de façon positive étant ceux qui sont connectés à la dimension emblématique ou attractive de la ville: métiers du tourisme, de la restauration, confection sur mesure, joaillerie...etc
- (iii) La réduction de la population parisienne contribue aussi à la réduction de l'emploi notamment dans les secteurs tournés vers les ménages résidants. Une réduction de près de 200 000 habitants se traduit automatiquement par une forte réduction des emplois (on a vu que Paris perdait entre 1993 et 2000 plus de 30 000 emplois salariés dans les secteurs de non spécialisation, c'est à dire en grande partie les secteurs de services aux ménages/commerce). Les résultats du recensement

³ Davezies L. (2001) *Le développement local* in Gérard-Varet & Mougeot "Aménagement du Territoire", rapport n°31 du Conseil d'Analyse Economique. Documentation Française.

rendent ainsi, par exemple, compte d'une réduction de 5 000 emplois salariés et non salariés du commerce entre 1990 et 1999).

- (iv) La dernière pénalisation dont souffre l'économie parisienne, et qui accélère le déclin des secteurs d'emploi en ajustement négatif (la banque qui réduit son emploi partout en France ...sauf dans la banlieue parisienne!) et qui freine le développement d'activités en expansion ("matière grise) tient à la forte contrainte immobilière dans la ville. On a vu apparaître une corrélation nette, pour les activités qui quittent Paris pour la banlieue, qui fait que les secteurs dont la taille moyenne des établissements se réduit dans Paris sont systématiquement le fait de secteurs dont l'emploi et le nombre d'établissements s'y réduit alors qu'on observe dans le reste de l'Ile de France que ces mêmes secteurs augmentent leur taille moyenne d'établissement, leur nombre d'établissements et leur emploi. Ces données suggèrent donc bien qu'il y a une forte limitation au développement des établissements dans Paris. Cet effet qui pèse lourdement sur le développement de l'activité et de l'emploi à Paris est compensé et donc masqué par le fait qu'au contraire les activités qui n'ont pas besoin de locaux (travail temporaire, enquêtes et sécurité, nettoyage, messageries...) et qui sont en forte expansion augmentent fortement aussi leur emploi dans Paris. Finalement, y augmentent -en nombre d'emploi, d'établissement comme de taille moyenne d'établissement- seules les activités fortement tributaires de la centralité parisienne (i) de sa densité de ressources (effet incubateur nécessaire aux activités de matière grise et de création comme la réalisation de logiciels, le multimédia ou la mode, secteurs dans lesquels Paris enregistre une forte dynamique, supérieure à celle de la banlieue) et/ou (ii) de sa localisation centrale dans la région et en France (effet nœud de communication, favorable à la localisation d'activités de conseil, en informatique comme pour les affaires et la gestion, autres activités qui se développent fortement dans la ville). Les données du recensement de 1999 nous montrent par ailleurs une augmentation forte de deux seules professions dans la ville: cadres et professions intellectuelles d'une part et professions libérales d'autre part. De plus, la plupart de ces activités ont des exigences immobilières moins strictes que celles des secteurs classiques du "business" qui ont des besoins que seule peut satisfaire une véritable offre immobilière de bureaux ad hoc. On voit ainsi que les activités de l'informatique mais aussi les emplois de professions libérales et intellectuelles supérieures se développent dans tous les quartiers de Paris, avec notamment un fort développement dans l'est et le nord est.

Finalement, on peut donc penser qu'à l'avenir l'activité parisienne bénéficiera de la montée en puissance des activités demandeuses de centralité et de densité de ressources (à commencer par les compétences et les talents très et de plus en plus concentrés dans Paris, et dans tous les quartiers, de la mode au conseil, en passant par le design et l'informatique), dont le besoin de localisation parisienne est plus fort que les obstacles au développement d'activité en ville. Evidemment ce développement -qui donne tout son sens économique à la forte densité de la ville- sera d'autant plus fort que des facilités notamment immobilières lui seront accordées. On peut penser que l'allègement de la contrainte immobilière aurait aussi pour effet de limiter l'étalement en périphérie d'activité pourtant demandeuses de centralité (édition, presse audiovisuel, publicité,...).

ANNEXES

page

Graphe Annexe 1 :	Spécialisation et emploi des secteurs d'activités à Paris, dans le reste de l'Ile de France et en Province (1982, emplois salarié privé en 40 secteurs).....	20
Tableau Annexe 1:	Les secteurs qui déclinent à Paris, dans le reste de l'Ile de France et en Province, entre 1982 et 1990	20
Tableau Annexe 2:	Les 144 secteurs qui déclinent à Paris, en Ile de France et en Province, entre 1993 et 2000	21
Tableau Annexe 3:	Les secteurs qui déclinent à Paris, et en Ile de France et progressent en Province, entre 1982 et 1990	21
Tableau Annexe 4 :	Les 173 secteurs qui déclinent à Paris et en Ile de France et progressent en Province, entre 1993 et 2000	21
Tableau Annexe 5 :	Les secteurs qui déclinent en Province et se développent en Ile de France, entre 1982 et 1990	22
Tableau Annexe 6 :	Les secteurs qui déclinent en Province et se développent en Ile de France, entre 1993 et 2000	22
Tableau Annexe 7 :	Les secteurs qui déclinent à Paris et se développent en Ile de France, entre 1982 et 1990	22
Tableau Annexe 8 :	Les secteurs qui déclinent à Paris et se développent en Ile de France, entre 1993 et 2000	23
Tableau Annexe 9 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Banques.....	23
Tableau Annexe 10 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Services annexes à la production.	24
Tableau Annexe 11 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Distribution de crédit.	24
Tableau Annexe 12 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Activités comptables.....	25
Tableau Annexe 13 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Editions de revues et périodiques.	25
Tableau Annexe 14 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Commerce de gros et équipements industriels.	26
Tableau Annexe 15 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Organisation des transports internationaux.	26
Tableau Annexe 16 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Secteur Auxiliaires financiers.....	27
Tableau Annexe 17 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Conseil en systèmes informatiques.....	27
Tableau Annexe 18 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Réalisation de logiciels.....	28
Tableau Annexe 19 :	Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000. Conseils pour les affaires et la gestion.	28

Graphe Annexe 1 : Spécialisation et emploi des secteurs d'activités à Paris, dans le reste de l'Ile de France et en Province (1982, emplois salarié privé en 40 secteurs).

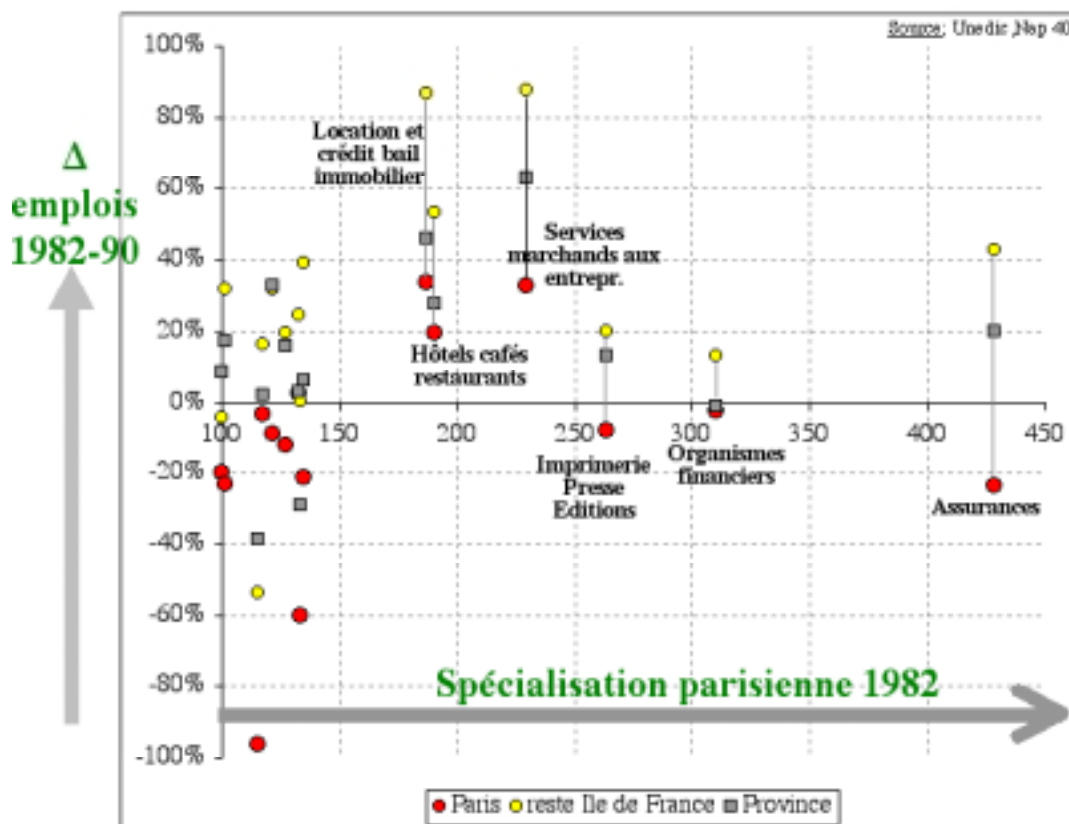


Tableau Annexe 1: Les secteurs qui déclinent à Paris, dans le reste de l'Ile de France et en Province, entre 1982 et 1990

libellé Nap 38	reste Ile de France		
	Paris	France	Province
constr. electr. et electron., eq. menag.	-14 146	-11 653	-14 876
constr. mécanique	-9 574	-14 567	-33 355
fonderie et travail des métaux	-9 171	-10 838	-14 916
bois, meubles, ind. diverses	-3 129	-898	-42 826
commerce de gros alimentaire	-3 033	-1 029	-25 776
miner., met. et demi-produits non-ferr.	-2 212	-1 795	-11 543
matériel de transport terrestre	-2 130	-53 746	-44 644
papier, carton	-1 913	-851	-7 954
agriculture, sylviculture, pêche	-1 857	-304	-5 262
matériaux de constr. et miner. divers	-1 786	-1 717	-30 859
ind. du cuir et de la chaussure	-1 488	-232	-30 915
constr. navale et aéronautique, armement	-812	-7 201	-35 379
ind. du verre	-772	-698	-6 665
ind. des autres produits alimentaires	-720	-3 884	-9 616
Total des secteurs déclinants	-52 743	-109 413	-314 586

Source: Unedic, Nap 40

Tableau Annexe 2: Les 144 secteurs qui déclinent à Paris, en Ile de France et en Province, entre 1993 et 2000

secteur	Province	reste Ile de France	Paris	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
144 secteurs qui déclinent partout	-258 370	-99 956	-72 289	-31 464	-9 909	-4 255	-13 899	-10 976
Ceux qui déclinent le plus à Paris:								
Banques	-12 982	5 906	-15 957	-387	-428	-582	-1 396	-924
Distribution de crédit	-1 227	114	-6 388	-785	-149	-529	-830	-123
Fabrication de vêtements de dessus pour ho	-14 853	-1 597	-5 463	-14 326	-971	1 239	-919	-980
Travaux de maçonnerie générale	-4 059	-19 508	-3 717	-1 487	-942	-186	-71	-2 777
Autres enseignements	-4 829	-1 402	-3 070	-4 031	-245	-92	-1 772	-248
Commerce de détail de textiles	-5 087	-1 784	-2 440	-6	0	0	-127	0
Terrassements divers, démolition	-8 822	-13 148	-2 416	-1	0	0	-151	-224
Commerce de détail de livres, journaux et p	-149	-945	-2 160	-255	-246	-251	-103	-258
Edition de revues et périodiques	-1 184	1 665	-2 029	-992	-542	101	-1 338	-299
Bijouterie fantaisie	-305	-277	-1 419	-578	783	-49	-363	-15
Autres commerces de détail en magasin nor	-2 944	-1 259	-1 283	-82	-64	-135	-209	-327
Edition de livres	-1 207	-215	-1 127	-1 396	-580	-30	-240	-194
Commerce d'alimentation générale	-12 353	-3 787	-1 113	-47	54	-91	-97	2
Fabrication de vêtements de dessous	-14 271	198	-956	-77	-147	193	-153	-58
Fabrication d'autres vêtements et accessoires	-5 046	-210	-900	-323	-195	-683	-894	-65

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 3: Les secteurs qui déclinent à Paris, et en Ile de France et progressent en Province, entre 1982 et 1990

libellé Nap 38	Paris	reste Ile de France	Ile de France	Province	France
ind. de la viande et du lait	-1 193	-1 552	-2 745	3 040	295
assurances	-14 489	8 193	-6 298	11 218	4 922
ind. du caoutch., transf. des mat. plast	-2 467	-4 245	-6 712	4 259	-2 453
para chimie et ind. pharmaceutique	-3 885	-2 974	-6 859	8 873	2 014
total des secteurs concernés	-22 034	-578	-22 612	27 390	4 778

Tableau Annexe 4 : Les 173 secteurs qui déclinent à Paris et en Ile de France et progressent en Province, entre 1993 et 2000

	Province	reste Ile de France	Paris	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
Les 173 secteurs	367 208	-141 093	-75 416	-29 796	-6 196	-11 718	-14 627	-13 079
Ceux qui déclinent le plus à Paris:								
Services annexes à la production	11 562	1 281	-9 514	-4 522	124	-2 275	-1 065	-1 776
Administration d'immeubles résidentiels	14 463	-6 802	-7 569	-2 455	-1 233	-352	-2 514	-1 015
Travaux d'installation électrique	9 760	-8 722	-5 170	-196	46	-2 752	-651	-1 617
Assurance vie et capitalisation	1 018	-11 626	-2 869	-2 227	245	-730	309	-466
Auxiliaires d'assurance	2 353	-456	-2 855	-2 194	-95	56	-614	-8
Fab. équip. d'émission et de transmission hertzienne	2 765	-11 121	-2 733	-563	51	-1 340	-559	-322
Autre imprimerie (labour)	2 013	-2 030	-2 469	-318	-496	-288	17	-1 384
Transports aériens non réguliers	596	-8 339	-2 147	-1 888	-26	-1	-237	5
Commerce de gros de matériel électrique et électronique	4 985	-356	-2 032	-184	-103	6	-1 516	-235

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 5 : Les secteurs qui déclinent en Province et se développent en Ile de France, entre 1982 et 1990

libellé Nap 38	reste Ile de France			Province
	Paris	France	Ile de France	
organismes financiers	-3 016	5 357	2 341	-2 448
batiment, genie civil et agricole	-19 377	21 339	1 962	-139 367
total des secteurs concernés	-22 393	26 696	4 303	-141 815

Source: Uedec, Nap 40

Tableau Annexe 6 : Les secteurs qui déclinent en Province et se développent en Ile de France, entre 1993 et 2000

secteur	Province	reste Ile de France		quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (18-19-20)
		France	Paris					
Les 63 secteurs	-57 906	26 328	12 369	1 242	2 796	724	5 494	2 113
<i>Ceux qui déclinent le plus à Paris:</i>								
Location de logements	-5 214	8 042	6 676	1 234	1 029	530	2 264	1 619
Activités de radio	-52	-596	2 922	293	-25	-17	2 645	26
Administration publique générale	-872	-191	1 133	103	1 532	0	-507	5
Magasins populaires	-3 472	-692	983	65	-63	184	410	387
Bijouterie, joaillerie, orfèvrerie	-285	-124	638	575	111	-7	-7	-34
Vente à domicile	-2 250	402	399	262	3	112	69	-47
Commerce de détail de maroquinerie	-300	476	393	430	-57	1	-32	51

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 7 : Les secteurs qui déclinent à Paris et se développent en Ile de France, entre 1982 et 1990

libellé Nap 38	reste Ile de France			Province
	Paris	France	Ile de France	
commerce de gros non alimentaire	-21 079	57 562	36 483	27 941
batiment, genie civil et agricole	-19 377	21 339	1 962	-139 367
transports	-12 189	25 913	13 724	62 586
serv. non marchands	-12 135	17 857	5 722	86 792
serv. marchands rendus aux particuliers	-10 590	46 631	36 041	221 607
imprimerie, presse, edition	-4 584	7 882	3 298	14 867
commerce de detail non alimentaire	-3 263	14 158	10 895	11 410
organismes financiers	-3 016	5 357	2 341	-2 448
commerce de detail alimentaire	-2 076	4 707	2 631	46 953
Total des secteurs concernés	-88 309	201 406	113 097	330 341

Tableau Annexe 8 : Les secteurs qui déclinent à Paris et se développent en Ile de France, entre 1993 et 2000

secteur	Province	reste Ile de France	Paris	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
les 151 secteurs	295 792	117 988	-75 606	-42 566	-6 323	-3 812	-13 069	-9 836
Ceux qui déclinent le plus à Paris:								
Banques	-12 982	5 906	-15 957	-14 326	-971	1 239	-919	-980
Services annexes à la production	11 562	1 281	-9 514	-4 522	124	-2 275	-1 065	-1 776
Distribution de crédit	-1 227	114	-6 388	-4 031	-245	-92	-1 772	-248
Activités comptables	7 193	4 597	-2 965	-1 349	-559	-84	-1 005	32
Edition de revues et périodiques	-1 184	1 665	-2 029	-1 105	-1 255	-26	770	-413
Commerce de gros de fournitures et équipement	14 534	4 393	-1 894	-415	-121	-14	-667	-677
Routage	2 694	1 302	-1 481	-556	130	-733	4	-326
Autres auxiliaires financiers	802	1 864	-1 440	-1 737	557	14	-151	-123
Autres intermédiaires spécialisés du commerce	2 817	1 790	-1 406	-897	-159	-47	50	-353
Comm d'équipement d'appareils électroménagers et de :	3 520	531	-1 403	-815	-733	152	-600	593
Crédit-bail	14	116	-1 337	-804	49	40	-623	1
Fabrication de vêtements sur mesure	119	168	-1 307	-1 050	-228	-15	-42	28
Organisation des transports internationaux	3 469	4 937	-1 126	-971	4	-127	143	-175

Tableau Annexe 9 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Banques.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	212 750	101 842	110 908	34 904	76 004
emploi 2000	189 717	88 860	100 857	40 810	60 047
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-23 033</i>	<i>-12 982</i>	<i>-10 051</i>	<i>5 906</i>	<i>-15 957</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-11%</i>	<i>-13%</i>	<i>-9%</i>	<i>17%</i>	<i>-21%</i>
etab 93	8 242	6 226	2 016	1 275	741
etab 2000	9 642	6 639	3 003	1 853	1 150
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>1 400</i>	<i>413</i>	<i>987</i>	<i>578</i>	<i>409</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>17%</i>	<i>7%</i>	<i>49%</i>	<i>45%</i>	<i>55%</i>
Taille moy. Étab. 1993	26	16	55	27	103
Taille moy. Étab. 2000	20	13	34	22	52

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	57321	3415	1786	7560	5922
emploi 2000	42995	2444	3025	6641	4942
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-14 326</i>	<i>-971</i>	<i>1 239</i>	<i>-919</i>	<i>-980</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-25%</i>	<i>-28%</i>	<i>69%</i>	<i>-12%</i>	<i>-17%</i>
etab 93	364	77	42	178	77
etab 2000	413	141	80	318	198
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>49</i>	<i>64</i>	<i>38</i>	<i>140</i>	<i>121</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>13%</i>	<i>83%</i>	<i>90%</i>	<i>79%</i>	<i>157%</i>
Taille moy. Étab. 1993	157	44	43	42	77
Taille moy. Étab. 2000	104	17	38	21	25

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 10 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Services annexes à la production.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	122 210	69 374	52 836	28 388	24 448
emploi 2000	125 539	80 936	44 603	29 669	14 934
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>3 329</i>	<i>11 562</i>	<i>-8 233</i>	<i>1 281</i>	<i>-9 514</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>3%</i>	<i>17%</i>	<i>-16%</i>	<i>5%</i>	<i>-39%</i>
etab 93	17 845	12 570	5 275	3 024	2 251
etab 2000	19 609	14 914	4 695	2 881	1 814
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>1 764</i>	<i>2 344</i>	<i>-580</i>	<i>-143</i>	<i>-437</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>10%</i>	<i>19%</i>	<i>-11%</i>	<i>-5%</i>	<i>-19%</i>
Taille moy. Étab. 1993	7	6	10	9	11
Taille moy. Étab. 2000	6	5	10	10	8

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	11396	1181	3374	4904	3593
emploi 2000	6874	1305	1099	3839	1817
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-4522</i>	<i>124</i>	<i>-2275</i>	<i>-1065</i>	<i>-1776</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-40%</i>	<i>10%</i>	<i>-67%</i>	<i>-22%</i>	<i>-49%</i>
etab 93	894	248	164	612	330
etab 2000	624	252	140	518	280
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-270</i>	<i>4</i>	<i>-24</i>	<i>-94</i>	<i>-50</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-30%</i>	<i>2%</i>	<i>-15%</i>	<i>-15%</i>	<i>-15%</i>
Taille moy. Étab. 1993	13	5	21	8	11
Taille moy. Étab. 2000	11	5	8	7	6

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 11 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Distribution de crédit.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	32 258	13 415	18 843	6 414	12 429
emploi 2000	24 757	12 188	12 569	6 528	6 041
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-7 501</i>	<i>-1 227</i>	<i>-6 274</i>	<i>114</i>	<i>-6 388</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-23%</i>	<i>-9%</i>	<i>-33%</i>	<i>2%</i>	<i>-51%</i>
etab 93	1 844	1 269	575	314	261
etab 2000	1 403	1 121	282	168	114
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-441</i>	<i>-148</i>	<i>-293</i>	<i>-146</i>	<i>-147</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-24%</i>	<i>-12%</i>	<i>-51%</i>	<i>-46%</i>	<i>-56%</i>
Taille moy. Étab. 1993	17	11	33	20	48
Taille moy. Étab. 2000	18	11	45	39	53

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	7553	1293	186	2912	485
emploi 2000	3522	1048	94	1140	237
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-4031</i>	<i>-245</i>	<i>-92</i>	<i>-1772</i>	<i>-248</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-53%</i>	<i>-19%</i>	<i>-49%</i>	<i>-61%</i>	<i>-51%</i>
etab 93	114	24	15	71	36
etab 2000	54	10	6	33	11
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-60</i>	<i>-14</i>	<i>-9</i>	<i>-38</i>	<i>-25</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-53%</i>	<i>-58%</i>	<i>-60%</i>	<i>-54%</i>	<i>-69%</i>
Taille moy. Étab. 1993	66	54	12	41	13
Taille moy. Étab. 2000	65	105	16	35	22

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 12 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Activités comptables.

act comptables	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	105 708	75 536	30 172	12 899	17 273
emploi 2000	114 533	82 729	31 804	17 496	14 308
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>8 825</i>	<i>7 193</i>	<i>1 632</i>	<i>4 597</i>	<i>-2 965</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>825</i>	<i>1025</i>	<i>525</i>	<i>3525</i>	<i>-1725</i>
etab 93	13 553	9 743	3 810	1 710	2 100
etab 2000	14 366	10 524	3 842	1 836	2 006
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>813</i>	<i>781</i>	<i>32</i>	<i>126</i>	<i>-94</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>625</i>	<i>825</i>	<i>125</i>	<i>725</i>	<i>-425</i>
Taille moy. Étab. 1993	8	8	8	8	8
Taille moy. Étab. 2000	8	8	8	10	7

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	7382	1199	1407	4813	2472
emploi 2000	6033	640	1323	3808	2504
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1 349</i>	<i>-559</i>	<i>-84</i>	<i>-1 005</i>	<i>32</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1225</i>	<i>-4725</i>	<i>-625</i>	<i>-2125</i>	<i>125</i>
etab 93	722	170	196	633	378
etab 2000	717	125	201	598	365
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-5</i>	<i>-45</i>	<i>5</i>	<i>-35</i>	<i>-13</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-125</i>	<i>-2625</i>	<i>325</i>	<i>-625</i>	<i>-325</i>
Taille moy. Étab. 1993	10	7	7	8	7
Taille moy. Étab. 2000	8	5	7	6	7

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 13 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Editions de revues et périodiques.

Editions	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	31 768	7 933	23 835	7 076	16 759
emploi 2000	30 220	6 749	23 471	8 741	14 730
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1 548</i>	<i>-1 184</i>	<i>-364</i>	<i>1 665</i>	<i>-2 029</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-525</i>	<i>-1525</i>	<i>-225</i>	<i>2425</i>	<i>-1225</i>
etab 93	2 048	865	1 183	331	852
etab 2000	1 972	860	1 112	362	750
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-76</i>	<i>-5</i>	<i>-71</i>	<i>31</i>	<i>-102</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-425</i>	<i>-125</i>	<i>-625</i>	<i>225</i>	<i>-1225</i>
Taille moy. Étab. 1993	16	9	20	21	20
Taille moy. Étab. 2000	15	8	21	24	20

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	6693	2293	386	4669	2718
emploi 2000	5588	1038	360	5439	2305
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1 105</i>	<i>-1 255</i>	<i>-26</i>	<i>770</i>	<i>-413</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1725</i>	<i>-5525</i>	<i>-725</i>	<i>1625</i>	<i>-1525</i>
etab 93	300	146	38	203	165
etab 2000	241	112	46	197	154
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-59</i>	<i>-34</i>	<i>8</i>	<i>-6</i>	<i>-11</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-2225</i>	<i>-2325</i>	<i>2125</i>	<i>-325</i>	<i>-725</i>
Taille moy. Étab. 1993	22	16	10	23	16
Taille moy. Étab. 2000	23	9	8	28	15

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 14 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Commerce de gros et équipements industriels.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	66 801	40 533	26 268	22 731	3 537
emploi 2000	83 834	55 067	28 767	27 124	1 643
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>17 033</i>	<i>14 534</i>	<i>2 499</i>	<i>4 393</i>	<i>-1 894</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>25%</i>	<i>36%</i>	<i>10%</i>	<i>19%</i>	<i>-54%</i>
etab 93	6 684	4 582	2 102	1 742	360
etab 2000	8 118	5 822	2 296	2 037	259
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>1 434</i>	<i>1 240</i>	<i>194</i>	<i>295</i>	<i>-101</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>21%</i>	<i>27%</i>	<i>9%</i>	<i>17%</i>	<i>-28%</i>
Taille moy. Étab. 1993	10	9	12	13	10
Taille moy. Étab. 2000	10	9	13	13	6

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	651	267	209	1039	1371
emploi 2000	236	146	195	372	694
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-415</i>	<i>-121</i>	<i>-14</i>	<i>-667</i>	<i>-677</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-64%</i>	<i>-45%</i>	<i>-7%</i>	<i>-64%</i>	<i>-49%</i>
etab 93	74	26	33	99	128
etab 2000	53	23	28	64	91
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-21</i>	<i>-3</i>	<i>-5</i>	<i>-35</i>	<i>-37</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-28%</i>	<i>-12%</i>	<i>-15%</i>	<i>-35%</i>	<i>-29%</i>
Taille moy. Étab. 1993	9	10	6	10	11
Taille moy. Étab. 2000	4	6	7	6	8

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 15 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Organisation des transports internationaux.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	10 233	3 240	6 993	1 105	5 888
emploi 2000	11 459	4 042	7 417	2 969	4 448
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>1 226</i>	<i>802</i>	<i>424</i>	<i>1 864</i>	<i>-1 440</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>12%</i>	<i>25%</i>	<i>6%</i>	<i>169%</i>	<i>-24%</i>
etab 93	1 163	587	576	129	447
etab 2000	1 165	659	506	156	350
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>2</i>	<i>72</i>	<i>-70</i>	<i>27</i>	<i>-97</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>0%</i>	<i>12%</i>	<i>-12%</i>	<i>21%</i>	<i>-22%</i>
Taille moy. Étab. 1993	9	6	12	9	13
Taille moy. Étab. 2000	10	6	15	19	13

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	4206	283	16	1033	350
emploi 2000	2469	840	30	882	227
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-1 737</i>	<i>557</i>	<i>14</i>	<i>-151</i>	<i>-123</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>-41%</i>	<i>197%</i>	<i>88%</i>	<i>-15%</i>	<i>-35%</i>
etab 93	303	38	7	68	31
etab 2000	206	42	7	61	34
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-97</i>	<i>4</i>	<i>0</i>	<i>-7</i>	<i>3</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>-32%</i>	<i>11%</i>	<i>0%</i>	<i>-10%</i>	<i>10%</i>
Taille moy. Étab. 1993	14	7	2	15	11
Taille moy. Étab. 2000	12	20	4	14	7

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 16 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Secteur Auxiliaires financiers.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	30 361	18 844	11 517	8 984	2 533
emploi 2000	37 641	22 313	15 328	13 921	1 407
Δ emploi 93-2000	7 280	3 469	3 811	4 937	-1 126
Δ emploi 93-2000	24%	18%	33%	55%	-44%
etab 93	1 766	1 220	546	402	144
etab 2000	2 148	1 484	664	549	115
Δ etab 1993-2000	382	264	118	147	-29
Δ etab 1993-2000	22%	22%	22%	37%	-20%
Taille moy. Etab. 1993	17	15	21	22	18
Taille moy. Etab. 2000	18	15	23	25	12

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	1440	38	231	230	594
emploi 2000	469	42	104	373	419
Δ emploi 93-2000	-971	4	-127	143	-175
Δ emploi 93-2000	-67%	11%	-55%	62%	-29%
etab 93	77	5	6	27	29
etab 2000	50	8	9	21	27
Δ etab 1993-2000	-27	3	3	-6	-2
Δ etab 1993-2000	-35%	60%	50%	-22%	-7%
Taille moy. Etab. 1993	19	8	39	9	20
Taille moy. Etab. 2000	9	5	12	18	16

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 17 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Conseil en systèmes informatiques.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	33 639	16 082	17 557	10 217	7 340
emploi 2000	111 423	42 200	69 223	41 483	27 740
Δ emploi 93-2000	77 784	26 118	51 666	31 266	20 400
Δ emploi 93-2000	231%	163%	294%	306%	278%
etab 93	2 543	1 323	1 220	733	487
etab 2000	5 530	2 831	2 699	1 625	1 074
Δ etab 1993-2000	2 987	1 508	1 479	892	587
Δ etab 1993-2000	117%	114%	121%	122%	121%
Taille moy. Etab. 1993	13	12	14	14	15
Taille moy. Etab. 2000	20	15	26	26	26

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	2570	607	438	2192	1533
emploi 2000	10379	1275	3974	8494	3618
Δ emploi 93-2000	7809	668	3536	6302	2085
Δ emploi 93-2000	304%	110%	807%	288%	136%
etab 93	158	43	36	144	106
etab 2000	408	86	97	282	201
Δ etab 1993-2000	250	43	61	138	95
Δ etab 1993-2000	158%	100%	169%	96%	90%
Taille moy. Etab. 1993	16	14	12	15	14
Taille moy. Etab. 2000	25	15	41	30	18

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 18 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Réalisation de logiciels.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	45 837	20 907	24 930	17 530	7 400
emploi 2000	115 963	46 050	69 913	47 302	22 611
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>70 126</i>	<i>25 143</i>	<i>44 983</i>	<i>29 772</i>	<i>15 211</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>153%</i>	<i>120%</i>	<i>180%</i>	<i>170%</i>	<i>206%</i>
etab 93	3 651	2 152	1 499	929	570
etab 2000	7 139	3 912	3 227	1 890	1 337
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>3 488</i>	<i>1 760</i>	<i>1 728</i>	<i>961</i>	<i>767</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>96%</i>	<i>82%</i>	<i>115%</i>	<i>103%</i>	<i>135%</i>
Taille moy. Etab. 1993	13	10	17	19	13
Taille moy. Etab. 2000	16	12	22	25	17

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	3012	343	296	2577	1172
emploi 2000	8821	1703	2966	5779	3342
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>5 809</i>	<i>1 360</i>	<i>2 670</i>	<i>3 202</i>	<i>2 170</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>193%</i>	<i>397%</i>	<i>902%</i>	<i>124%</i>	<i>185%</i>
etab 93	189	49	42	164	126
etab 2000	506	134	126	314	257
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>317</i>	<i>85</i>	<i>84</i>	<i>150</i>	<i>131</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>168%</i>	<i>173%</i>	<i>200%</i>	<i>91%</i>	<i>104%</i>
Taille moy. Etab. 1993	16	7	7	16	9
Taille moy. Etab. 2000	17	13	24	18	13

Source: Unedic, Naf 700

Tableau Annexe 19 : Evolution de l'emploi, du nombre d'établissements et de leur taille moyenne entre 1993 et 2000.
Conseils pour les affaires et la gestion.

	France	Province	Ile de France	reste Ile de France	Paris
emploi 93	74 754	23 456	51 298	25 516	25 782
emploi 2000	118 773	42 286	76 487	36 877	39 610
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>44 019</i>	<i>18 830</i>	<i>25 189</i>	<i>11 361</i>	<i>13 828</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>59%</i>	<i>80%</i>	<i>49%</i>	<i>45%</i>	<i>54%</i>
etab 93	10 445	4 422	6 023	2 712	3 311
etab 2000	15 193	7 522	7 671	3 370	4 301
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>4 748</i>	<i>3 100</i>	<i>1 648</i>	<i>658</i>	<i>990</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>45%</i>	<i>70%</i>	<i>27%</i>	<i>24%</i>	<i>30%</i>
Taille moy. Etab. 1993	7	5	9	9	8
Taille moy. Etab. 2000	8	6	10	11	9

	quartier A (1-2-8-9)	quartier B (3-4-5-6-7)	quartier C (12-13)	quartier D (14-15-16-17)	quartier E (10-11-18-19-20)
emploi 93	10909	1957	2262	7616	3038
emploi 2000	19971	2052	2319	11219	4049
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>9 062</i>	<i>95</i>	<i>57</i>	<i>3 603</i>	<i>1 011</i>
<i>Δ emploi 93-2000</i>	<i>83%</i>	<i>5%</i>	<i>3%</i>	<i>47%</i>	<i>33%</i>
etab 93	1313	321	203	969	505
etab 2000	1816	430	267	1194	594
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>503</i>	<i>109</i>	<i>64</i>	<i>225</i>	<i>89</i>
<i>Δ etab 1993-2000</i>	<i>38%</i>	<i>34%</i>	<i>32%</i>	<i>23%</i>	<i>18%</i>
Taille moy. Etab. 1993	8	6	11	8	6
Taille moy. Etab. 2000	11	5	9	9	7

Source: Unedic, Naf 700